

DANS L'ACTUALITÉ du 27 au 30 janvier 2018

Jurisprudence

Modification d'un projet d'acte réglementaire de l'Etat ayant une incidence directe et significative sur l'environnement et conditions d'une nouvelle consultation des organismes et du public déjà consultés

[CE 29 janvier 2018 *Société Marineland*, req. n°412210 : publié au recueil Lebon](#)

La règle d'appréciation de la compatibilité d'une ICPE avec les dispositions d'un document d'urbanisme à la date de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration n'est pas applicable aux refus d'autorisation, d'enregistrement ou de délivrance d'un récépissé de déclaration

[CE 29 janvier 2018 *Société d'assainissement du parc automobile niçois \(SAPAN\)*, req. n° 405706 : publié au recueil Lebon](#)

Absence de domanialité publique de la dalle de béton située physiquement au-dessus de la voûte d'un tunnel du RER en l'absence d'utilité directe pour cet ouvrage

[CE 26 janvier 2018 *Société Var Auto*, req. n° 409618 : mentionné dans les tables du recueil Lebon](#)

L'opération consistant à lever un bateau pour le mettre en cale sèche au moyen d'un dock fluvial flottant ne constitue pas, en elle-même, un travail exécuté sur le domaine public fluvial passible de contravention de grande voirie

[CE 26 janvier 2018 *Voies navigables de France \(VNF\)*, req. n° 402746 : mentionné dans les tables du recueil Lebon](#)

GIE composé de titulaires d'offices d'huissier de justice et conditions d'une candidature à l'obtention d'une commande publique ayant pour objet le recouvrement amiable de créances pour le compte de ses membres

[CE 26 janvier 2018 *GIE « Groupement périphérique des huissiers de justice »*, req. n° 399865 : mentionné dans les tables du recueil Lebon](#)

Nullité de la signification d'une cession de créance dont le cédant n'est pas titulaire à la date où elle est faite et absence d'opposabilité par voie de conséquence de la cession au débiteur

[CE 26 janvier 2018 *Société Industrias Durmi*, n° 402270 : mentionné dans les tables du recueil Lebon](#)

Défaut de production par l'attributaire pressenti d'une attestation d'assurance de responsabilité décennale

[CE 26 janvier 2018 Société Futura Play, req. n°414337](#)

Expulsion d'un occupant sans titre du domaine public

[CAA Paris 23 janvier 2018 Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Ile-de-France, req. n° 17PA01097](#)

Absence de qualité de partie à l'instance relative à l'approbation de la modification d'un PLU de la commune ayant transféré sa compétence à un EPCI à la date d'introduction de l'instance

[CAA Lyon 11 janvier 2018 Commune de Corenc, req. n° 16LY01410](#)

Réponses ministérielles

Candidature d'une entreprise d'élagage à un marché public

[Question écrite de Jean Louis Masson, n° 01806, JO Sénat du 18 janvier 2018](#)

Expérimentation de la justice prédictive

[Question écrite de Jérôme Durain, n° 1823, JO du Sénat du 28 décembre 2017](#)

Dématérialisation des registres d'enquêtes publiques

[Question écrite de Loïc Hervé, n° 108, JO du Sénat du 28 décembre 2017](#)

Vu par ailleurs

Aménagement du territoire

Stade de France : un exemple pour les JO 2024

[En 20 ans, le Stade de France a transformé Saint-Denis et le regard sur la banlieue](#)

Source : le moniteur du 28/01/2018

Etude portée sur les spécificités de l'innovation par les villes moyennes

[Smart cities - Pour Villes de France, les villes moyennes ont de l'intelligence à revendre](#)

Source : localtis du 26/01/2018

Schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des Territoires (SRADDET) et les services de l'Etat

[Suivi des SRADDET : focus sur les contributions des services de l'Etat](#)

Source : adcf du 26/01/2018

Collectivités territoriales

Proposition de loi relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes

[Eau et assainissement : faut-il vraiment retarder le transfert ?](#)

Source : la gazette des communes du 30/01/2018

Commande publique

Contrats de commande publique et risque pénal

[Commande publique : le risque pénal omniprésent](#)

Source : le moniteur du 29/01/2018

Attestation d'assurance de responsabilité décennale

[Garantie décennale obligatoire pour une couverture thermique d'un bassin aquatique](#)

Source : achat public du 29/01/2018

Environnement

Communiqué de presse du 25/01/2018 : « *Les priorités de l'action de l'Etat en faveur de la mer et du littoral* » - Ministère de la Transition écologique et solidaire

[A l'occasion de la réunion du CNML Nicolas Hulot présente les priorités de l'action de l'Etat en faveur de la mer et du littoral](#)

Source : ecologie-solidaire.gouv.fr du 25/01/2018

Transports

Grand Paris Express : un calendrier incertain

[Grand Paris express : incertitudes sur le calendrier et les financements](#)

Source : amf du 29/01/2018

Grand Paris Express : les difficultés du dossier

[Grand Paris Express : « Il faut travailler à des calendriers réalistes »](#)

Source : la gazette des communes 29/01/2018

Urbanisme

GPE : les arbitrages sur le calendrier de réalisation du projet seront rendus avant le 15 février

[Grand Paris Express : Matignon concerte des élus inquiets avant de dévoiler le nouveau calendrier](#)

Source : le moniteur du 29/01/2018

Vu dans les revues

AJCT n°1-2018 du 19 janvier 2018, p. 4 – *GEMAPI, c'est parti !* – par Morgane Guillou

AJCT n°1-2018 du 19 janvier 2018, p. 37 – *Conditions de la participation d'une collectivité à une société publique locale : une nouvelle divergence jurisprudentielle sur l'interprétation de l'article L. 1531-1 du CGCT* – TA Montpellier 19 septembre 2017, n° 1506432

AJCT n°1-2018 du 19 janvier 2018, p. 39 – *La réhabilitation de la maison de Jean Moulin est-elle soumise à la commande publique ?* – TA Montpellier 21 septembre 2017, n° 1600753

AJCT n°1-2018 du 19 janvier 2018, p. 40 – *Le Conseil d'État offre une première illustration de l'appréciation de l'urgence à suspendre l'exécution d'un contrat faisant l'objet d'un recours Tarn-et-Garonne formé par des élus locaux* – CE 18 décembre 2017, n° 408894

AJCT n°1-2018 du 19 janvier 2018, p. 43 – *Annulation d'une concession de service d'affichage publicitaire en cas d'irrespect du règlement local de publicité* – CE 18 septembre 2017, n° 410336

AJCT n°1-2018 du 19 janvier 2018, p. 47 – *Les orientations édictées par l'article L. 5210-1-1 du CGCT pour l'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale sont directement invocables à l'encontre d'un arrêté de création d'un EPCI* – CE 28 septembre 2017, n° 407985

AJCT n°1-2018 du 19 janvier 2018, p. 53 – *Responsabilité extracontractuelle : le fait du tiers reste une cause exonératoire de responsabilité* – CE 19 juillet 2017, n° 393288

AJCT n°1-2018 du 19 janvier 2018, p. 56 – *La délibération du conseil municipal décidant d'élaborer une carte communale est un acte préparatoire qui ne peut être contesté devant le juge administratif dès lors qu'il ne produit en lui-même aucun effet juridique* – CE 19 juillet 2017, n° 403805

AJCT n°1-2018 du 19 janvier 2018, p. 58 – *Un emplacement réservé peut fixer une destination correspondant à l'usage actuel du terrain concerné* – CE 19 juillet 2017, n° 397944

AJDA n°3 du 29 janvier 2018, p. 129 – *Modernisation de l'Etat : bugs informatiques et agents du service civique* – par Bernard Dreyfus

AJDA n°3 du 29 janvier 2018, p. 132 – *Contractualiser sur les finances locales n'est pas contraire à la Constitution* – Conseil constitutionnel 19 janvier 2018, n° 2017-760-DC

AJDA n°3 du 29 janvier 2018, p. 133 – *Dix propositions pour développer l'éolien* – par Marie-Christine de Montecler

AJDA n°3 du 29 janvier 2018, p. 134 – *L’avis de la commission de sécurité est une garantie* – CE 19 janvier 2018, n° 389523

AJDA n°3 du 29 janvier 2018, p. 136 – *Prescription de l’action publique en cas d’infraction au permis de construire* – Cour de cassation, crim. 16 janvier 2018, n° 17-81.896 – par Jean-Marc Pastor

AJDA n°3-2018 du 29 janvier 2018, p. 136 – *On ne construit pas sa vie privée dans une zone inondable* – Cour de cassation, crim. 16 janvier 2018, n° 17-81.884

AJDA n°3-2018 du 29 janvier 2018, p. 137 – *Constatation des infractions aux règles d’urbanisme* – Cour de cassation, crim. 16 janvier 2018, n° 17-81.157

AJDA n°3-2018 du 29 janvier 2018, p. 142 – *La régularisation d’un acte administratif après annulation conditionnelle : une technique en gestation* – par Henri Bouillon

AJDA n°3-2018 du 29 janvier 2018, p. 162 – *La « clause d’interprétariat » : du Tartuffe à Scapin* – CE 4 décembre 2017, n° 413366 – par Raphaël Reneau

AJDA n°3-2018 du 29 janvier 2018, p. 167 – *Le juge administratif, garant de la qualité de l’air* – CE 12 juillet 2017, n° 394254 – par Alix Perrin et Meryem Deffairi

MoniteurJuris Contrats publics du 30/01/2018 - *Opposabilité et contrôle des motifs d’une cession de créance* – CE 26 janvier 2018, req. n° 402270 – par Richard Deau

MoniteurJuris Contrats publics du 29/01/2018 – *Activité commerciale sur le domaine public* – CAA Paris 23 janvier 2018, req. n° 17PA01097 – par Richard Deau

Presse

Débat sur la situation du commerce des centres-villes

[Et si les centres-villes s'inspiraient des centres commerciaux ?](#)

Source : les échos du 26/01/2018